

Erythrée

2012



Érythrée

- Le PIB a progressé de 8.2 % en 2011, contre 2.2 % en 2010, mais la baisse des cours des produits miniers devrait ramener la croissance à 6.3 % en 2012. Les dépenses militaires représenteraient plus d'un quart du budget public. Le niveau d'endettement, insoutenable, exige des changements structurels pour réduire les dépenses publiques.
- Le déploiement de politiques et de programmes socioéconomiques est limité.
- Les compétences imparties aux jeunes ne sont pas en adéquation avec les besoins du marché du travail. L'absence de données sur la jeunesse et l'emploi est un obstacle majeur à la prise de décisions informées.

Vue d'ensemble

En 2011, l'Érythrée a bénéficié d'une croissance économique soutenue estimée à 8.2 %, contre 2.2 % en 2010. Cette performance s'explique par la mise en exploitation de projets miniers bénéficiant d'investissements étrangers substantiels (notamment pour la mine d'or de Bisha) et par les niveaux élevés de production d'argent, de cuivre et de zinc. Mais la croissance devrait tomber à 6.3 % en 2012, avant de chuter de moitié en 2013, du fait du repli attendu des cours internationaux des produits miniers. Les autorités sont plus optimistes à moyen et long terme, tablant sur la production *offshore* de pétrole, la pêche et le tourisme.

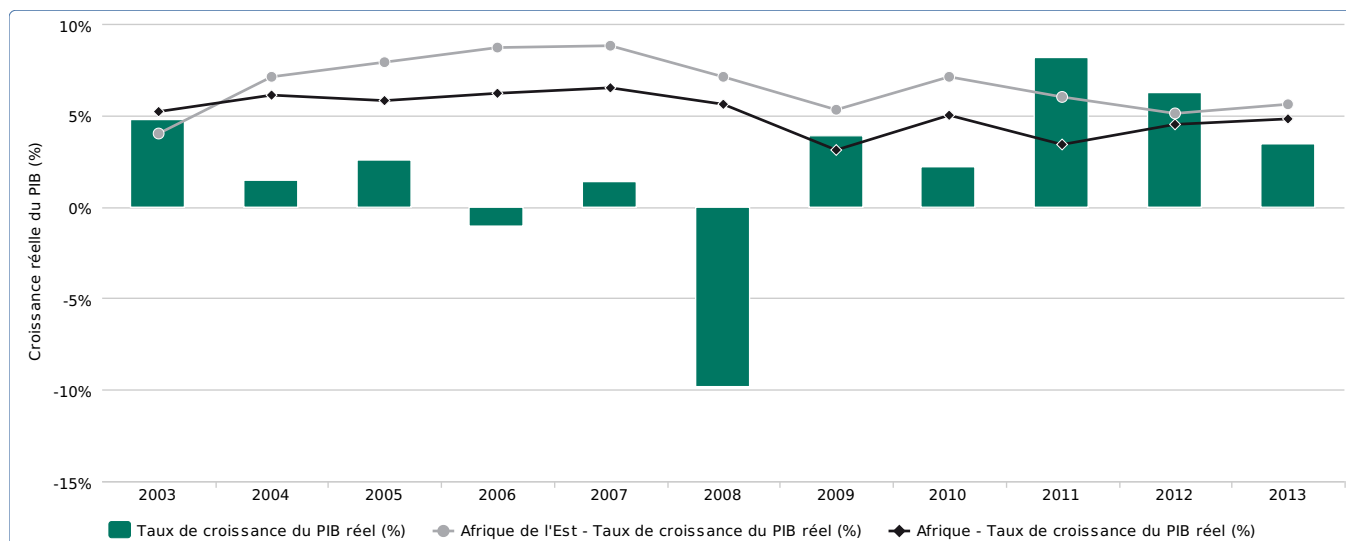
Depuis quelques années, le déficit budgétaire a connu une embellie, passant de 16 % du produit intérieur brut (PIB) en 2010 à 15 % en 2011. Cette dynamique devrait se maintenir au cours des deux prochaines années, grâce à l'augmentation des recettes minières. L'inflation a atteint 13.5 % en 2011 selon les estimations, mais elle devrait reculer à 12.5 puis 12 % en 2012 et 2013, sous l'effet du redressement attendu de la production agricole avec l'atténuation de la sécheresse.

La balance courante s'est raffermie de 6 % en 2010 pour atteindre un quasi-équilibre en 2011, grâce à la hausse des recettes d'exportation. Le pays devrait conserver un léger excédent courant à moyen terme – autour de 1 à 2 % du PIB en 2012 et 2013 – en fonction des cours des produits miniers. Avec la l'apaisement de la crise financière mondiale, les prix de l'or pourraient se replier, inversant la tendance et entraînant un déficit. De plus, tout durcissement des sanctions des Nations unies relatives à l'extraction minière et aux transferts d'argent des migrants pèsera davantage sur les comptes courants de l'Érythrée.

La crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique n'a pas épargné le pays, perturbant notamment l'approvisionnement local en céréales maïs, selon une évaluation récente de la Banque africaine de développement (BAfD), son impact est sans commune mesure avec les pays voisins. D'une manière générale, les problèmes endémiques de sécurité alimentaire menacent gravement la stabilité économique et le développement du pays. Seule une utilisation judicieuse des augmentations attendues des recettes minières permettra d'atténuer ces difficultés et de renforcer la capacité de rebond et la diversification de l'économie.

La part de la jeunesse dans la population de l'Érythrée est disproportionnée et la moitié des jeunes sont au chômage. Leurs compétences ne sont pas en adéquation avec le marché du travail. En outre, l'absence de données chiffrées sur la jeunesse et l'emploi prive le gouvernement d'informations lorsqu'il prend des décisions.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (Orientale)



2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932623763>

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2010	2011	2012	2013
Taux de croissance du PIB réel	2.2	8.2	6.3	3.5
Taux de croissance du PIB réel par habitant	-0.8	5.1	3.3	0.5
Inflation IPC	12.7	13.5	12.5	12
Balance budgétaire % PIB	-16.1	-16.2	-13.5	-12.5
Balance courante % PIB	-5.8	0.2	1.3	0.3

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932605181>

Développements récents et perspectives

Tableau 2 : PIB par Secteur (en pourcentage du PIB)

	2006	2011
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	24.6	17.7
Agriculture, élevage, sylviculture et pêche	-	-
dont agriculture	-	-
Mines et extraction	1.2	1.6
dont pétrole	-	-
Industries manufacturières	6	5.6
Electricité, gaz et eau	0	0
Electricité, eau et assainissement	-	-
Construction	10.9	14.1
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	18.5	19.8
dont hôtels et restaurants	-	-
Transports, entreposages et communications	11.9	12.7
Transport et stockage, information et communication	-	-
Finance, immobilier et services aux entreprises	0	0
Intermédiation financière, services immobiliers, services aux entreprises et autres services	-	-
Services des administrations publiques	-	-
Administration publique et défense, sécurité sociale, éducation, santé et travaux sociaux	-	-
Administration publique, éducation, santé	26.8	28.6
Administration publique, éducation, santé et autres services sociaux et personnels	-	-
Autres services communautaires, sociaux et personnels	-	-
Autres services	0	0
Produit intérieur brut aux prix de base / au coût des facteurs	100	100
Vente en gros et de détail, hôtels et restaurants	-	-

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932625739>

L'économie érythréenne n'a pas échappé aux conséquences des troubles qui sévissent depuis des décennies dans la Corne de l'Afrique, ni à la sécheresse récente qui a frappé la région, de même qu'à l'impact négatif de la crise financière mondiale sur le niveau des investissements et des transferts de fonds des migrants. La croissance économique a été soutenue en 2011, à 8.2 % selon les estimations, contre 2.2 % en 2010. La mise en exploitation de projets miniers soutenus par d'importants investissements étrangers - en particulier pour la mine d'or de Bisha d'une durée de vie anticipée de 13 ans avec une production supérieure à 1 million d'onces, conjuguée à de bons niveaux de production d'argent, de cuivre et de zinc - y est pour beaucoup. Mais ces bons résultats ne devraient pas perdurer et la croissance devrait retomber à 6.3 % en 2012 et 3.5 % en 2013, du fait du repli des cours des produits miniers.

Tous les programmes de développement des ressources humaines et des infrastructures du pays mais aussi de renforcement de la sécurité alimentaire et les déclarations politiques énoncent clairement les priorités nationales. Le pays vise un niveau d'autosuffisance rarement atteint dans le reste de l'Afrique. Il peut aussi se prévaloir d'un système éducatif et de santé fonctionnel. Une compagnie aérienne nationale vient d'être lancée, qui dessert le Moyen-Orient et certaines régions d'Afrique. Les pouvoirs publics sont intimement persuadés que le développement peut et doit s'affranchir de l'aide au profit d'investissements de partenaires au développement. Leurs relations avec les institutions multilatérales stagnent et, faute d'activité, la Banque mondiale vient de fermer ses bureaux à Asmara. L'Érythrée n'a pas bénéficié des programmes de l'Initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE) ou de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), même si le pays en remplissait les conditions. Jusqu'ici, le gouvernement a rejeté toute tentative des donateurs d'imposer une conditionnalité de type PPTE aux programmes qu'ils financent (comme les injonctions à ne pas contracter des prêts non concessionnels). De même, il a refusé la qualification d'État fragile, se privant ainsi de ressources à des conditions favorables octroyées par les partenaires au développement.

La croissance devrait être dopée par les recettes minières et, notamment, l'or. En 2011, les exportations ont progressé de plus de 20 % et les importations de 11.4 %. À moyen terme, les prévisions tablent sur des augmentations plus modérées dans les deux cas, du fait en partie des incertitudes liées aux prix à l'exportation des produits miniers.

L'administration publique, l'éducation et la santé sont les trois principaux postes du PIB en 2011, pesant pour 28.6 %. Viennent ensuite le commerce de gros et de détail, l'hôtellerie et la restauration (19.8 %) puis l'agriculture (17.7 %).

Les pouvoirs publics ont activement recherché l'appui d'investisseurs étrangers depuis dix ans, en particulier pour les industries extractives. Début 2011, la production dans la mine de Bisha a démarré, huit ans après le lancement du projet. Détenu à 40 % par l'État érythréen, elle est gérée par une entreprise canadienne, Nevsum Resources. L'australien Chalice Gold Mines a également obtenu des concessions minières non négligeables. Outre l'or, le potentiel de production à bas coût pour le cuivre, l'argent et le zinc est bien réel. Les investisseurs chinois sont en pleine prospection, surtout dans le secteur du gaz et du pétrole. La Chine a récemment remporté un gros contrat pour fournir des camions et des équipements lourds au pays. Le gouvernement prévoit de développer des projets d'infrastructure à Massawa et Assab, les principaux ports du pays, qui bénéficie d'une importante façade maritime. L'objectif est de créer des pôles d'activité intégrés. L'expansion des réseaux routiers desservant les mines et la construction d'industries pour traiter les gisements de cuivre, d'or, de zinc, d'argent et de calcaire ont aussi été envisagées. Toutes ces initiatives devraient créer des emplois et contribuer à diversifier l'économie. À moyen terme, les autorités espèrent que les ports du pays constitueront des points d'accès stratégiques pour le commerce de l'Afrique avec le Moyen-Orient et au-delà.

Politiquement, l'Érythrée reste relativement isolée dans la région. Le Conseil de sécurité des Nations Unies lui a imposé une seconde série de sanctions, affirmant disposer de preuves quant à son rôle déstabilisateur dans la Corne de l'Afrique. Ces nouvelles sanctions exigent que les entreprises minières opérant dans le pays exercent leur « vigilance » et s'assurent que les recettes tirées du secteur ne contribuent pas à saper la stabilité de la région. Elles appellent aussi les États membres à empêcher l'Érythrée de collecter par des moyens illégaux une taxe de 2 % sur ses ressortissants installés à l'étranger. Le pays récusé avec force les accusations de l'ONU et son président s'est rendu dans plusieurs capitales africaines pour tenter des rapprochements diplomatiques. La réintégration récente de l'Érythrée au sein de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), basée à Djibouti, va dans ce sens.

Un certain nombre de facteurs vont peser sur les perspectives économiques à moyen terme de l'Érythrée : (i) l'insécurité régionale, et surtout ses rapports avec son imposant voisin, l'Éthiopie, qui encourage les autorités à maintenir de lourdes infrastructures de sécurité ; (ii) la menace permanente de famine et d'insécurité alimentaire dans la Corne de l'Afrique ; (iii) la découverte récente d'importants gisements miniers dans certaines régions du pays et l'afflux attendu d'investissements étrangers pour les exploiter ; et (iv) les relations du pays avec la communauté internationale, dont la Chine.

Politiques macroéconomiques

Politique budgétaire

Faute de directives fixant des objectifs budgétaires, l'Érythrée a été confrontée à de graves problèmes de déficits. Le principal défi en la matière consiste à contenir les dépenses militaires, qui représenteraient plus d'un quart du budget national. Le gouvernement s'est aussi engagé à maintenir un niveau élevé de dépenses sociales, surtout dans l'éducation et la santé. Ajoutés à la faiblesse des recettes, ces engagements ont entraîné une inflation relativement soutenue. Pour améliorer l'équilibre budgétaire à moyen terme, il est vital que les tensions avec l'Éthiopie et d'autres pays voisins s'apaisent afin de permettre une réduction des dépenses militaires.

En dix ans, les recettes en proportion du PIB ont été réduites de plus de moitié, de pratiquement 50 % du PIB en 2003 à 18.7 % à peine en 2011. Elles devraient passer à 18.8 % en 2012 et 19 % en 2013. Cette longue dégringolade est essentiellement attribuable à une forte baisse de l'aide étrangère et des financements associés accordés au pays. Les nouvelles entreprises minières représentent une importante source de rentrées pour les pouvoirs publics et devraient contribuer à combler le besoin de financement. Mais si elle n'est pas judicieusement gérée, cette hausse des recettes risque de freiner la croissance dans le secteur de l'agriculture et des industries manufacturières, en réduisant leur compétitivité.

Ces dix dernières années, le recul des recettes a été en partie compensé par une baisse des dépenses. En pourcentage du PIB, le total des dépenses et des prêts nets a atteint 33.7 % en 2011, contre 66.9 % en 2003. Ces coupes ont été bien réparties, y compris au niveau des salaires des fonctionnaires et des dépenses d'équipement, ce qui a permis au gouvernement de réduire le déficit budgétaire.

Tableau 3 : Opérations financières de l'Etat (en pourcentage du PIB)

	2003	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Recettes totales (avec dons)	49.8	21	15.9	18.6	18.7	18.8	19
Recettes fiscales	17.2	11.6	8.4	8.4	9.4	9.9	10.5
Recettes pétrolières	-	-	-	-	-	-	-
Dons	18.8	2.8	2.6	5.2	3.4	2.4	2
Dépenses totales (et prêts nets) (a)	66.9	42.2	30.6	34.7	34.9	32.3	31.5
Dépenses courantes	49.1	32.6	23.4	27	25.5	23.3	22.9
Sans les intérêts	46	28.8	20.2	23.7	22.6	20.4	19.9
Salaires	17	10.7	8.5	8.4	8.1	8.2	8.2
Intérêts	3.2	3.7	3.2	3.3	3	3	2.9
Solde primaire	-14	-17.4	-11.5	-12.8	-13.2	-10.5	-9.6
Solde global	-17.2	-21.1	-14.7	-16.1	-16.2	-13.5	-12.5

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932626727>

Politique monétaire

La banque centrale a une attitude très accommodante face aux besoins du gouvernement, même si l'irrégularité de la publication de ses bilans empêche toute analyse sérieuse de sa politique monétaire. Les taux d'intérêt sont sous contrôle, avec des niveaux ciblés pour répondre aux objectifs de développement nationaux. Il existe un important marché parallèle - et illicite - pour le nafka (ERN), rattaché depuis dix ans au dollar (USD) au taux de 15 ERN pour 1 USD. Étant donné le niveau récent de l'inflation, la monnaie nationale est désormais fortement surévaluée. Le contrôle des capitaux et des comptes courants est strict. Les visiteurs étrangers doivent déclarer toutes les devises en leur possession à leur arrivée dans le pays. La hausse récente des niveaux

d'investissements et de recettes tirées de l'or pourrait renforcer la monnaie. Mais les projets miniers actuels ne devraient pas produire suffisamment de devises à moyen terme pour remédier à la grave pénurie de biens d'équipement ni pour rééquilibrer la monnaie. L'ouverture de bureaux de change ces dernières années a introduit une dose de libéralisation, mais la marge de fluctuation reste très étroite et indissociable du taux officiel. La diaspora érythréenne achète des obligations à taux zéro (dites « de solidarité ») émises par le gouvernement, ce qui permet de doper les réserves de change.

Coopération économique, intégration régionale et commerce

Malgré sa position stratégique, l'Érythrée est l'un des pays les moins bien intégrés de la Corne de l'Afrique. Mais le gouvernement prend des dispositions pour remédier à cet isolement et exploiter sa proximité avec le Moyen-Orient. L'année 2011 a été notamment marquée par la réintégration de l'Érythrée au sein de l'IGAD, après quatre années d'absence consécutive à des accusations de déstabilisation des autres pays membres. L'Érythrée fait aussi partie du Marché commun d'Afrique australe et d'Afrique orientale (Comesa) mais ne commerce guère avec le reste de la région. Elle bénéficie de tarifs préférentiels à travers l'initiative de l'Union européenne (UE) « Tout sauf les armes » destinée aux pays moins avancés (PMA). Les négociations pour un accord de partenariat économique (APE) complet avec l'UE se poursuivent dans le cadre du groupe Afrique orientale et australe. Le pays n'appartient pas à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et n'a pas fait acte de candidature.

La balance commerciale de l'Érythrée est largement déficitaire même si l'on note des améliorations depuis plusieurs années. Essentiellement dopées par les transferts de fonds de la diaspora, qui avaient atteint 250 millions USD par an au début des années 2000, les importations sont nettement supérieures aux exportations. Dans un avenir proche, les exportations non minières devraient rester négligeables faute d'infrastructures adaptées et d'une production agricole suffisante. Parmi les principaux obstacles aux échanges, les règles de licences commerciales pour toutes les importations privées, l'inadéquation des infrastructures, des procédures douanières inefficaces et pesantes, le manque de protection et de respect des droits de propriété, la corruption et l'absence d'incitations à l'exportation. Mais les tarifs douaniers frappant les produits agricoles sont nettement moins restrictifs que pour les autres produits. En 2009, l'Érythrée a créé une zone franche à Massawa pour attirer les investissements étrangers. Toutes les barrières commerciales possibles, y compris les impôts et les quotas, ont été supprimées au sein de la zone et la bureaucratie réduite au minimum.

La balance des opérations courantes du pays est étroitement tributaire de la bonne tenue de la balance commerciale. En pourcentage du PIB, les importations sont restées relativement stables ces dernières années. Quant aux exportations, elles ont gagné 9.5 % en valeur en 2011, contre 1.1 % en 2010, grâce essentiellement à l'envolée des cours de l'or qui est, avec l'argent, l'une des principales exportations du pays. Le déficit courant devrait se transformer en excédent en 2012, dopé en grande partie par l'augmentation des recettes d'exportation d'or et d'argent.

Tableau 4 : Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	2003	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Balance commerciale	-53.9	-22.1	-19.9	-19.6	-11.4	-6.9	-6
Exportations de biens (f.o.b.)	1.1	1	1.1	1.1	9.5	13.9	14.4
Importations de biens (f.o.b.)	55	23.1	21	20.7	20.9	20.8	20.4
Services	-7.1	0.3	1	1	1.5	1.1	1
Revenu des facteurs	-1.1	-0.7	-1.1	-0.9	-0.4	-0.5	-0.7
Transferts courants	72.3	17.4	12.4	13.7	10.4	7.5	6
Solde des comptes courants	10.1	-5.1	-7.6	-5.8	0.2	1.3	0.3

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

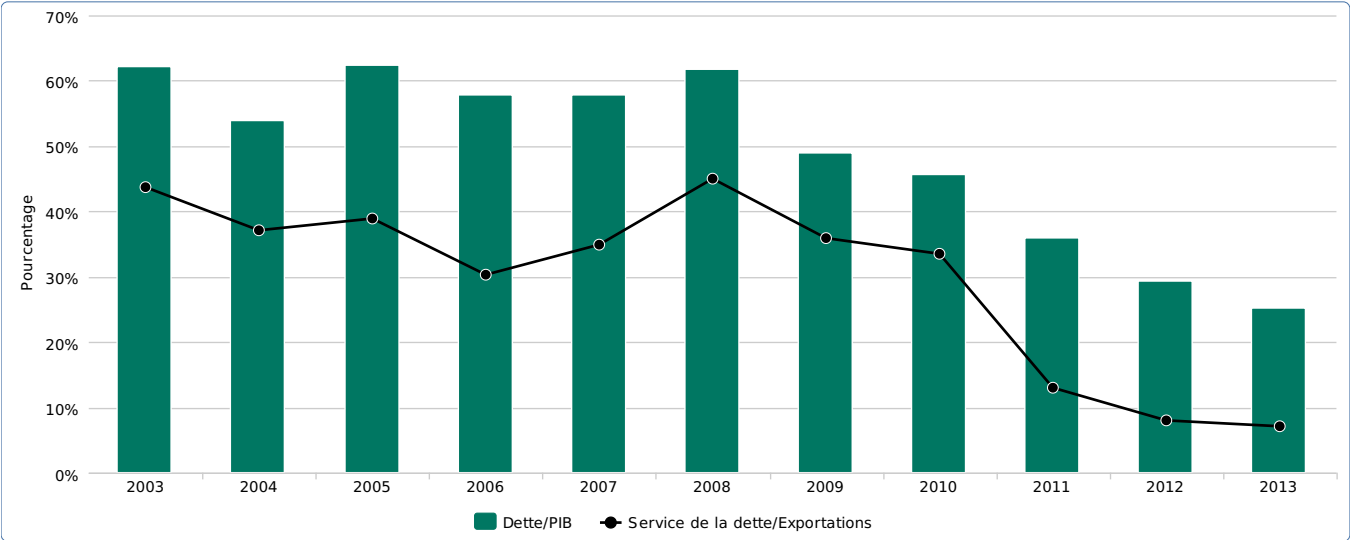
StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932627715>

Politique de la dette


Selon les données officielles, la dette publique de l'Érythrée devrait passer à 112 % du PIB en 2011, en recul

par rapport à 2010 (114 %). Ces chiffres sont contredits par les estimations du Fonds monétaire international (FMI) qui table sur un endettement public de 144 % du PIB en 2010, avec un repli attendu à 134 % d'ici 2012. L'augmentation des recettes tirées de l'activité minière, en particulier de la mine de Bisha, conjuguée à la bonne tenue des cours de l'or et à l'élargissement connexe de l'assiette fiscale, pourrait atténuer le poids de la dette à moyen terme, même si les sanctions des Nations Unies et l'absence de mise en exploitation de nouvelles mines pourraient tout aussi bien creuser l'endettement en 2012. Dans les deux cas de figure, les niveaux d'endettement actuels ne sont pas soutenables et exigent des changements structurels visant à réduire les dépenses publiques, militaires et non-militaires. Mais le gouvernement n'entend pas soumettre son pays à un processus PPTE, qu'il considère « indigne », et s'est engagé à gérer son endettement sans assistance extérieure.

Figure 2 : Part de l'encours de la dette extérieure dans le PIB et ratio du service de la dette sur les exportations (en pourcentage)



2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932623763>

Gouvernance économique et politique

Secteur privé

Le secteur privé érythréen, qui présente un véritable potentiel, est pénalisé par les difficultés financières du pays et l'insécurité qui règne dans la région. Outre des procédures réglementaires fantaisistes, le développement du secteur privé est freiné par les restrictions de change, l'absence d'institutions susceptibles de régler rapidement les différends commerciaux, le manque de main-d'œuvre qualifiée, les difficultés d'obtention des permis et un risque élevé d'expropriation des actifs privés. En outre, les entreprises locales font état de multiples difficultés, qui vont de l'obtention des permis d'importation et d'exportation aux permis de travail en passant par les procédures de dédouanement, les lignes téléphoniques fixes et mobiles et les baux fonciers. Cela étant, le gouvernement vient d'organiser des campagnes ciblées visant à attirer les investisseurs étrangers dans les activités d'extraction, l'énergie, la pêche et le tourisme.

Secteur financier

Historiquement, le secteur financier érythréen est restreint et son champ d'action limité, se réduisant aux activités élémentaires de dépôt et de prêt. Il est composé de six établissements financiers : la banque d'Érythrée (qui est aussi la banque centrale), la Commercial Bank of Eritrea (commerce), la Housing and Commerce Bank of Eritrea (immobilier et commerce), l'Eritrean Development and Investment Bank (développement et investissement) et la National Insurance Corporation of Eritrea (assurance). L'État y est l'actionnaire majoritaire, avec une participation limitée du secteur privé.

La Commercial Bank of Eritrea propose des services de dépôt et de prêts à la population. L'offre commerciale du secteur est limitée et les opérations de change constituent l'essentiel de ses rentrées. Les petites et moyennes entreprises (PME) n'ont que peu accès au crédit, du fait de difficultés pour satisfaire aux règles en matière de garanties. La Housing and Commerce Bank of Eritrea a conçu plusieurs plans de soutien au développement de l'immobilier et de réponse aux besoins de la diaspora en matière de logement. Anticipant le développement de l'activité dans un certain nombre de domaines, dont le transport maritime et la prospection gazière et pétrolière, la National Insurance Corporation of Ethiopia diversifie ses produits d'assurance.

Gestion du secteur public, institutions et réformes

Bien que l'Érythrée soit relativement épargnée par la corruption, elle ne brille guère dans les classements conventionnels en matière de gouvernance, du fait surtout de l'absence de toute représentation parlementaire. Les députés n'ont pas été convoqués depuis plus de dix ans et toutes les lois sont proclamées par l'exécutif. Le gouvernement se considère comme un mouvement révolutionnaire et ne rend aucun compte de ses décisions, de même qu'il ne prévoit pas de délai d'examen ou de commentaires publics pour les nouvelles propositions de loi ou réglementations. Le gouvernement central et les autorités régionales coordonnent rarement leurs politiques et leurs procédures, ce qui renforce le sentiment d'opacité apparente dans la conduite des affaires. L'ingérence croissante de l'État dans les activités commerciales à des fins de contrôle de l'économie et l'absence de cadre réglementaire transparent pourraient saper la confiance des investisseurs.

Gestion des ressources naturelles et environnement

Le gouvernement de l'État d'Érythrée œuvre en faveur de la protection de l'environnement et s'engage en ce sens avec des campagnes de plantation d'arbres et de création de terrasses qui mobilisent souvent les appelés du service national. Comme il n'y a pratiquement aucune activité industrielle et que les ressources littorales et marines sont très peu exploitées, la pollution de l'environnement est faible dans le pays. Mais le développement de l'agriculture commerciale dans les plaines de l'Ouest, en partie tributaire de l'irrigation alimentée par les nappes phréatiques, risque de porter un coup à l'environnement. D'autant que les ménages recourent de plus en plus au bois et au charbon de bois pour cuisiner, faute d'accès à des carburants alternatifs comme le kérosène.

L'Érythrée possède des capacités de production électrique d'environ 100 mégawatts (MW), grâce essentiellement à ses centrales au diesel ou au fuel lourd. Le réseau électrique vieillissant perturbe malgré tout la distribution de courant. Selon les estimations, un quart seulement de la population, pour l'essentiel regroupée dans la capitale Asmara, aurait accès à l'électricité. Mais cette dépendance extrême vis-à-vis de carburants issus de la biomasse entretient la déforestation dans un pays au manteau forestier assez restreint. L'utilisation domestique de la biomasse dans des fourneaux habituellement peu efficaces, comme les mogogo, augmente à son tour les émissions de dioxyde de carbone. Récemment, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) a parrainé une étude de faisabilité sur l'énergie éolienne dans les régions littorales du Sud, qui a démontré la viabilité de la construction d'un parc de 2.4 MW à Assab, de nombreux systèmes éoliens autonomes non reliés au réseau et de systèmes hybrides éolien-diesel ou éolien-solaire. Ils auraient de plus l'avantage de ne pas

coûter trop cher. En outre, des pompes éoliennes pour l'irrigation, destinées à alimenter les villages et les écoles rurales et à abreuver le bétail, présentent un réel potentiel sur la quasi-totalité du territoire. Enfin, dans certains villages, des panneaux solaires photovoltaïques ont fait leur apparition, destinés avant tout à l'alimentation électrique des dispensaires et des écoles.

Contexte politique

Le président Issayas Afewerki domine la vie politique et l'armée, avec l'unique parti politique du pays - le Front populaire pour la démocratie et la justice. L'Érythrée n'a pas organisé d'élections depuis qu'elle a obtenu son indépendance de l'Éthiopie, en 1993. Sa politique étrangère suscite de multiples controverses et a conduit les Nations Unies à voter des sanctions. Les dirigeants, qui estiment être animés d'intentions pacifiques, accusent leurs ennemis dans la région et au-delà d'être à l'origine de cette mauvaise réputation. En réaction, ils se sont lancés dans une campagne internationale de relations publiques, à travers certains groupes de la diaspora - une politique dite de « refus national » (*hizbawi mekete*).

Contexte social et développement humain

Développement des ressources humaines

Les autorités du pays ont fait du développement des ressources humaines, et notamment du renforcement des établissements d'enseignement supérieur, une priorité pour la croissance et la lutte contre la pauvreté. Elle figure au cœur du plan national de développement pour 2010-13. Les enseignants font cruellement défaut, surtout pour le deuxième cycle secondaire et le supérieur, de même que les personnels de santé. L'indice de développement humain (IDH) de l'Érythrée a progressé, de 0.345 en 2010 à 0.349 en 2011, mais il reste bien en deçà de son niveau de 2003 (0.444).

Dans le secteur de l'éducation, le gouvernement a mis en place un ambitieux programme de développement des établissements supérieurs et de formation professionnelle. Jusqu'en 2003, l'université d'Asmara était la seule à offrir un enseignement supérieur dans le pays. Depuis, sept nouveaux établissements spécialisés en technologie, agriculture, santé et médecine, marine, affaires et économie mais aussi arts et sciences sociales ont vu le jour. Pourtant, le pays dépend toujours à 60 % des enseignants étrangers pour les postes du supérieur qualifiés et à 30 % pour le secondaire (en particulier dans les matières scientifiques et les mathématiques). La fourniture de soins de santé est aussi problématique, avec un médecin et six infirmiers seulement pour 10 000 habitants. Une étude récente dans 63 organismes publics et parapublics a révélé d'importantes pénuries de professionnels hautement qualifiés dans différents domaines, comme l'ingénierie, l'éducation, la santé et l'administration. L'enquête menée par le ministère du Commerce et de l'industrie dans le secteur manufacturier a également mis au jour un sérieux manque de travailleurs qualifiés.

Il y a une dizaine d'années, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) estimait la prévalence du VIH parmi la population adulte à environ 2.7 % (moitié moins que la moyenne régionale). Aucun chiffre récent n'est disponible mais le gouvernement affirme accorder toute la priorité à la prévention et au traitement du VIH. Il a intégré la politique nationale de lutte contre le VIH dans les plans de développement des entreprises publiques et privées. En outre, les politiques et les programmes en la matière déployés sur le lieu de travail seront réactualisés ou, le cas échéant, mis en place. Le gouvernement a largement soutenu le programme des Nations Unies pour le renforcement des capacités des communautés, qui entend faciliter la mobilisation sociale et renforcer les capacités des travailleurs à participer activement à la réflexion, à la planification participative, à la mise en œuvre et au suivi des plans décentralisés de lutte contre le VIH/sida. L'Érythrée est en passe d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) relatifs à la santé infantile et la mortalité maternelle mais aussi à la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et les autres grandes maladies, sans oublier l'accès à une eau potable. La réalisation de l'OMD relatif à la pauvreté a été compromise par la récession économique des dix dernières années. L'espérance de vie à la naissance progresse régulièrement, de 52.5 ans en 1995 à 61.6 ans en 2011.

Réduction de la pauvreté, protection sociale et travail

La proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté est estimée à environ 53 % pour la période 2000-06. Le programme officiel du pays dans ce domaine met l'accent sur le développement humain. Le conflit avec l'Éthiopie s'est révélé désastreux pour les structures familiales et les stratégies des ménages pour obtenir des revenus, laissant de nombreuses femmes diriger seules leur famille, en particulier dans les zones rurales. Le chômage est potentiellement élevé, même si la forte conscription permet aux appelés de satisfaire leurs besoins essentiels. L'unique mécanisme de filet de sécurité sociale en place dans le pays, à part l'éducation et les soins médicaux gratuits, est constitué par le « fonds pour les martyrs » qui finance les familles des anciens combattants ou soldats tombés au champ d'honneur. Alors que la loi établissant un système de retraite géré par l'État a été approuvée en 2005, elle n'a toujours pas été mise en œuvre. Les filets de sécurité sociale reposent encore sur les réseaux familiaux élargis et sont ancrés dans le droit coutumier. Les transferts d'argent en provenance des membres de la diaspora restent une source indispensable de revenu et de survie pour un grand nombre d'habitants. Le gouvernement a accordé la priorité aux investissements éducatifs, dans l'espoir d'enclencher une croissance durable et le recul de la pauvreté. Pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, la BAFD a lancé deux opérations représentant 31.5 millions d'unités de compte pour financer les projets éducatifs prioritaires.

Égalité hommes-femmes

Le gouvernement érythréen s'est engagé en faveur de l'égalité hommes-femmes et a ratifié toutes les conventions internationales en vigueur. La constitution consacre aussi le principe de l'égalité des sexes. Le plan d'action national pour l'égalité hommes-femmes (2003-08) énonce des cibles et des objectifs à respecter au sein des ministères et des services, par les administrations locales, les donateurs, les communautés, les établissements scolaires et le secteur privé. Il identifie les ressources requises et fournit des indicateurs pour mesurer les progrès. Il recommande la constitution de groupes de travail techniques qui doivent être

coordonnés par un comité de planification et de suivi de l'égalité hommes-femmes. L'Union nationale des femmes érythréennes – une émanation de la branche féminine du Front populaire de libération de l'Érythrée – est désormais la première organisation non gouvernementale (ONG) du pays qui traite de l'inégalité des sexes. Elle a pour mandat officiel d'agir comme organe de sensibilisation nationale.

Les autorités ont lancé un ambitieux programme de réformes juridiques, sur lequel elles peuvent asseoir leur engagement en faveur de l'égalité des sexes. La proclamation relative au travail prévoit ainsi de protéger légalement les femmes qui travaillent, avec des dispositions relatives à l'égalité des chances et des prestations en direction des mères. La proclamation relative à la réforme foncière accorde pour sa part à chaque citoyen le droit d'utiliser les terres sans discrimination de sexe, de religion et d'appartenance ethnique.

Ce faisant, les femmes ont désormais les mêmes droits et possibilités que les hommes pour accéder aux terres à des fins agricoles ou immobilières ou pour créer des activités en ville comme à la campagne. Elles constituent 30 % de la main-d'œuvre et sont bien représentées dans le secteur informel. Elles gèrent 40 % des PME du pays. Les taux de mortalité maternelle restent élevés, en partie à cause de pratiques traditionnelles à risque et au manque d'éducation. L'éloignement des dispensaires et le coût des transports empêchent aussi les femmes enceintes de recourir à des soins professionnels. En outre, le manque de garanties empêche les femmes érythréennes d'accéder au crédit dans les banques commerciales où, en moyenne, elles n'obtiennent que 9 % des prêts.

Malgré les progrès obtenus, la société érythréenne reste traditionnelle et patriarcale, si l'on en croit l'indice Institutions sociales et égalité homme-femme (SIGI). Les hommes conservent un accès privilégié à l'éducation, à l'emploi et au contrôle des ressources économiques alors que les femmes se battent toujours pour parvenir à l'égalité dans de nombreux domaines. Les décalages en termes d'opportunités et d'accès aux services sont plus fréquents et plus prononcés dans les zones rurales.

Analyse thématique : Promouvoir l'emploi des jeunes

Le nombre de jeunes dans la population érythréenne est disproportionné et le gouvernement a fait de leur mobilisation sur le marché de l'emploi l'une de ses grandes priorités. En 2009, seule la moitié environ des 15-24 ans avait un travail. L'accent mis par les autorités sur l'enseignement supérieur implique aussi que la plupart des jeunes du pays reçoivent une éducation de plus en plus poussée – sans pour autant trouver des emplois.

À la fin du secondaire, de la faculté ou de l'enseignement professionnel, les jeunes gens partent faire leur service national. Instauré en 1994, celui-ci enrôle chaque année jusqu'à 40 000 jeunes pour une durée indéterminée qui peut aller jusqu'à dix ans. Dans les zones rurales, la jeunesse n'a guère accès à des emplois modernes et beaucoup se lancent dans des activités de subsistance. Le gouvernement doit aussi redoubler d'efforts en faveur de politiques et de programmes socioéconomiques censés intégrer les jeunes sur le marché du travail s'il veut pouvoir relever le niveau de vie dans le pays. Pour ce faire, il doit commencer par améliorer la collecte de données sur la jeunesse et, plus généralement, sur le travail afin de pouvoir prendre des décisions informées.

Dans leur volonté de promouvoir l'emploi des jeunes, les autorités ont lancé un plan sans précédent pour développer les institutions d'enseignement supérieur sur tout le territoire. Cette initiative devrait être suivie par des politiques garantissant l'adéquation entre les compétences ainsi produites et les besoins du marché du travail. À mesure que l'intégration régionale progresse, il serait utile aussi que les pouvoirs publics encouragent une partie de cette jeunesse à acquérir de l'expérience sur les marchés voisins.

La formation professionnelle a également bénéficié d'une attention marquée en Érythrée, offrant au pays la possibilité de placer ses tapis traditionnels, ses chaussures et ses produits en cuir sur les marchés régionaux, moyen-orientaux et européens. La formation sur le tas, à l'efficacité avérée pour renforcer les compétences des jeunes et favoriser la confiance et l'estime de soi, peut aussi avoir des répercussions positives sur le reste de la société. Une première étape importante consiste donc à aider les jeunes à acquérir des compétences de leadership et de prise de décisions, éventuellement dans le cadre de l'éducation ou de la formation.

Le gouvernement a fait appel aux services de PricewaterhouseCoopers pour contribuer au renforcement des capacités dans les différents ministères mais surtout au sein du ministère des Finances et du bureau du contrôleur général. Des cabinets d'audit privés sont formés dans le domaine de la comptabilité, de l'audit, des technologies de l'information et des marchés publics afin de développer leurs compétences en vue de les rendre à la fois plus efficaces et plus efficaces. Le développement des ressources humaines faisant partie des grandes priorités nationales, la BAfD a participé au financement d'un projet d'éducation et de formation techniques et professionnelles centré sur l'ingénierie, la gestion d'entreprises et d'autres domaines de spécialisation. Il devrait contribuer à l'absorption professionnelle des jeunes, dans le secteur public comme dans le secteur privé.



Extrait de :
African Economic Outlook 2012
Promoting Youth Employment

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/aeo-2012-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Banque africaine de développement, *et al.* (2012), « Erythrée », dans *African Economic Outlook 2012 : Promoting Youth Employment*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/aeo-2012-27-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.